

Lettre ouverte de l'intersyndicale du Crédit Agricole

Mesdames et Messieurs les dirigeants des entreprises de la branche Crédit Agricole,

Lors des deux dernières négociations nationales, l'ensemble des organisations syndicales CFDT, CGT, FO, SNECA, SNIACAM, SUDCAM et UNSA, ont porté d'une seule voix une revendication claire, argumentée et pleinement légitime : la réouverture des négociations salariales 2026.

Pourtant, malgré la présentation d'éléments factuels solides, malgré les performances économiques du Groupe et des Caisses Régionales, et malgré les attentes fortes des 78 000 salariés de la branche, la FNCA a choisi de refuser toute reprise des discussions, considérant que « le nécessaire » aurait déjà été fait.

Le jeudi 11 décembre, la CFDT a décidé de se désolidariser de l'intersyndicale, ce que nous déplorons.

Pour autant, nos six organisations syndicales restent fermement convaincues que le compte n'y est pas. Les salariés portent, jour après jour, les ambitions du Groupe et de chaque Caisse Régionale : ils méritent une reconnaissance à la hauteur de leur engagement

Les performances du Crédit Agricole sont le fruit direct du travail, de l'engagement et du professionnalisme des salariés. Ce sont eux qui, au quotidien, permettent au Groupe et aux Caisses Régionales d'atteindre leurs objectifs, de déployer les orientations stratégiques et de préparer le projet Ambitions 2030.

Demander une reconnaissance salariale juste et cohérente n'est donc pas seulement légitime, c'est indispensable pour maintenir l'engagement collectif dont dépend la réussite du Crédit Agricole.

D'autres établissements bancaires ont déjà pris des mesures significatives, démontrant qu'il existe bien une marge et une volonté possible dans le secteur. Il serait incompréhensible que notre branche reste en retrait.

Ne pas entendre cette demande reviendrait à nier la contribution des salariés, à fragiliser leur motivation, et à créer un décalage dangereux entre les ambitions affichées et les moyens humains mis en œuvre pour les atteindre. Nous demandons donc une nouvelle fois, la réouverture immédiate des négociations salariales.

À l'approche de la réunion de négociations nationales du 18 décembre, l'intersyndicale, CGT, FO, SNECA, SNIACAM, SUDCAM et UNSA vous demande de mettre comme premier point à l'ordre du jour de cette CPPNI celui des salaires 2026, assorti d'un mandat de négociation renouvelé. Il s'agit d'un signal attendu, légitime, et nécessaire.

Nous tenons à vous le dire avec transparence : si cette demande devait à nouveau rester sans réponse ou sans suite, nos organisations syndicales prendront leurs responsabilités pour porter la voix des salariés, défendre leurs intérêts et obtenir ce que la situation économique de la branche permet parfaitement d'accorder.